

guerre), en plus des salaires et traitements, du revenu net des entreprises agricoles et non agricoles non constituées en sociétés, des intérêts, des dividendes et des revenus nets des particuliers provenant des loyers. Il ne comprend ni les bénéfices non répartis des sociétés ni d'autres éléments du revenu national non versés à des particuliers.

Dépense nationale brute (DNB). La dépense nationale brute mesure le même agrégat que le produit national brut (c'est-à-dire la production totale de biens et services finals aux prix du marché) en retraçant la distribution de la production grâce aux ventes finales aux particuliers, aux administrations publiques, aux entreprises au titre du compte de capital (variations de stocks comprises) et aux non-résidents (exportations). Les importations de biens et de services (y compris les paiements d'intérêts et de dividendes à des non-résidents) ne sont pas prises en compte car on cherche à évaluer uniquement la production canadienne.

21.1.1 Croissance économique en 1975

Le produit national brut s'est chiffré en 1975 à \$161.1 milliards, en hausse de 11.4% par rapport à 1974; il faut toutefois signaler que les prix ont augmenté de plus de 10.8%. La récession amorcée en 1974 a persisté jusqu'au début de 1975, mais la reprise qui a suivi a été relativement faible, et la production réelle totale de l'économie a augmenté de 0.6% seulement. La performance des divers agrégats de dépense a reflété la nature essentiellement récessionniste de l'année. Ainsi, les investissements dans le secteur de la construction résidentielle, et les exportations de biens et services ont baissé en termes réels. Le niveau des stocks a enregistré un revirement spectaculaire (de presque \$2.6 milliards), et les dépenses personnelles en biens et services de consommation ont connu leur plus faible taux de croissance réelle depuis 1970. En dollars courants, les exportations ont modérément progressé mais, par suite d'une augmentation considérable des importations, le déficit de la balance commerciale de biens et services s'est aggravé de \$3.3 milliards. En termes réels, la légère hausse de la dépense nationale brute s'est accompagnée d'un net ralentissement de la montée des prix, mais l'indice implicite des prix de la dépense nationale brute totale a néanmoins progressé de 10.8%.

21.1.2 Dépenses de consommation

En 1975, les dépenses au titre des biens et services de consommation ont augmenté de 15.8% en dollars courants, mais de seulement 4.9% en termes réels. Au cours de l'année, ce sont les dépenses en biens semi-durables qui ont enregistré la plus forte augmentation réelle (7.3%, accompagnée d'une hausse relativement modeste des prix (6.1%). Les dépenses en biens durables ont également été assez élevées; elles ont en effet progressé de 17% en dollars courants et de 7.1% en dollars constants, ce qui peut s'expliquer en partie par la hausse de 21.3% des ventes de voitures neuves et d'occasion. Les dépenses en services et en biens non durables se sont accrues respectivement de 16.4% et 15.3% en dollars courants, mais de 4.8% et 2.7% seulement en termes réels; la hausse des prix a dépassé 11% au cours de l'année dans chacune de ces deux catégories.

21.1.3 Investissements

La formation brute de capital fixe a progressé de 16.8% pour s'établir à \$39.2 milliards; il s'agit là d'un ralentissement marqué par rapport aux augmentations des deux années précédentes et cette progression ne représente que 2.5% en termes réels. Ce ralentissement est surtout attribuable à la faiblesse du secteur de la construction résidentielle, où l'on a observé une baisse de 7.4% en termes réels par suite d'une chute brutale du nombre de mises en chantier à la fin de 1974 et au début de 1975. Des changements considérables se sont produits dans le secteur de la construction résidentielle au cours de l'année; en effet, les mises en chantier de duplex et de maisons en rangée se sont accrues de 40%, alors que celles de